



Assemblée générale
Conseil économique et social

Distr.
GENERALE

A/47/322/Add.1 ✓
E/1992/102/Add.1
13 novembre 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-septième session
Point 90 de l'ordre du jour

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
Session de fond de 1992
Point 14 de l'ordre du jour

RENFORCEMENT DE LA COOPERATION INTERNATIONALE ET
COORDINATION DES EFFORTS DEPLOYES POUR ETUDIER ET
ATTENUER LE PLUS POSSIBLE LES CONSEQUENCES DE LA
CATASTROPHE DE TCHERNOBYL

Rapport du Secrétaire général

Additif

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1	2
II. EXAMEN DE LA SITUATION ACTUELLE	2 - 8	2
III. CONCLUSIONS	9 - 10	4
<u>Annexe</u> . RESUME DES MESURES PRISES ET PROPOSEES		5

I. INTRODUCTION

1. Depuis juillet 1992, date à laquelle le Secrétaire général a présenté son rapport (A/47/322-E/1992/102) sur le renforcement de la coopération internationale et la coordination des efforts déployés pour étudier et atténuer le plus possible les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl, il s'est produit en relation avec cette catastrophe des faits nouveaux qui méritent d'être examinés par l'Assemblée générale. Les plus importants d'entre eux sont résumés dans le présent rapport, où sont également présentés des recommandations concernant les mesures complémentaires à prendre pour stimuler et coordonner l'assistance aux régions du Bélarus, de la Fédération de Russie et de l'Ukraine qui continuent de souffrir gravement des effets des répercussions de la catastrophe de Tchernobyl. Ce rapport contient aussi des renseignements sur les mesures actuellement prises et sur les mesures proposées.

II. EXAMEN DE LA SITUATION ACTUELLE

2. A la suite des rapports dans lesquels les autorités médicales du Bélarus signalaient un accroissement important de la fréquence des cancers de la thyroïde parmi les enfants, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a envoyé une mission dans cette région en juin 1992. L'équipe d'experts internationaux composant la mission a confirmé les observations des autorités locales et noté que la situation était inquiétante : la forme particulière de malignité constatée était virulente et s'était manifestée plus tôt que prévu.

3. Compte tenu de ces observations ainsi que de la nécessité d'adapter le Programme international concernant les effets sur la santé de l'accident de Tchernobyl (PIESAT) aux nouvelles conditions politiques régnant dans les trois Etats intéressés, le Ministère ukrainien de la santé a organisé une réunion du Comité de gestion du PIESAT pendant la première semaine de novembre 1992. Durant la même période a eu lieu une conférence internationale sur les aspects sanitaires de la catastrophe de Tchernobyl, au cours de laquelle de nouvelles informations ont été présentées ainsi que les résultats de recherches récentes.

4. Afin de mettre à profit la présence à Kiev de représentants des gouvernements concernés ainsi que de représentants de l'OMS et d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales, le Coordonnateur des Nations Unies pour la coopération internationale en faveur des zones touchées par l'accident de Tchernobyl, en accord avec le Gouvernement ukrainien, a convoqué une réunion de l'Equipe intersecrétariats constituée pour atténuer les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl.

5. Les 3 et 4 novembre, M. Erik Jensen, Coordonnateur adjoint, a tenu des réunions avec les autorités des Etats concernés et notamment avec, pour le Bélarus, MM. I. Kenik, Premier Vice-Premier Ministre et Président du Comité d'Etat sur Tchernobyl, et N. Krasenko, Vice-Ministre de la santé; pour la Fédération de Russie, MM. V. Vosnyak, Président du Comité d'Etat pour Tchernobyl, et A. Tsyb, Directeur de l'Institut médical du Ministère de la santé à Obminsk, et, pour l'Ukraine, MM. G. Gotovchits, Ministre chargé de la

question de Tchernobyl; B. Prister, Premier Vice-Ministre chargé de la question de Tchernobyl; A. Stolyorov, Chef du service des relations internationales au Ministère chargé de la question de Tchernobyl; Y. Spizhenko, Ministre de la santé, et V. Ponomarenko, Vice-Ministre de la santé, et Mme L. Bobylyova, chargée du Programme de Tchernobyl au Ministère de la santé. Les entretiens ont porté essentiellement sur les domaines prioritaires d'assistance, sur le besoin persistant et urgent de mobiliser des ressources et sur la définition de mécanismes permettant une meilleure coordination. Ces réunions ont abouti à la rédaction et à la signature, par les autorités responsables des Etats en cause, d'un document précisant les domaines d'assistance par ordre de priorité, à savoir :

a) Santé : création de centres médicaux pour l'examen et le traitement des enfants et des adultes; équipement d'institutions médicales dans la zone contaminée;

b) Relèvement économique : élaboration de plans, définition des conditions économiques particulières et mesures d'incitation en faveur des investisseurs étrangers;

c) Réadaptation sociopsychologique : création de centres pour les enfants et les adolescents;

d) Alimentation et agriculture : production de denrées alimentaires non contaminées et de produits contenant des additifs spéciaux.

6. Etaient présents à la réunion de l'Equipe intersecrétariats des représentants des organismes suivants du système des Nations Unies : Secrétariat de l'ONU, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), OMS, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Etaient également présents des représentants des Gouvernements finlandais et ukrainien et des observateurs de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, de la Commission des Communautés européennes, de l'Université Ben Gourion (Israël), de la firme Curry & Brown (sous-traitant pour l'assainissement de Tchernobyl sous les auspices du Fonds du savoir-faire du Royaume-Uni), du Centre international de recherche sur le cancer [Lyon (France)] et de la Fondation commémorative Sasakawa. Les activités actuelles de l'Equipe intersecrétariats et les stratégies à appliquer ultérieurement à l'exercice de ses fonctions ont été examinées, ainsi que les questions de coordination et celles du financement dans le cadre bilatéral et multilatéral ou en provenance du secteur privé.

7. L'Equipe intersecrétariats a décidé qu'il devrait être pleinement tenu compte de la liste des priorités établie collectivement par les ministres des trois Etats touchés, et que ces priorités pouvaient être considérées comme englobant la plupart des projets en cours ou proposés, parmi lesquels figurent par exemple les projets de l'UNESCO sur la réadaptation sociopsychologique et

ses propositions en matière de développement par zones; les propositions de développement industriel de l'ONUDI au titre du deuxième degré de priorité, et le Programme international de l'OMS concernant les effets sur la santé de l'accident de Tchernobyl, considéré comme le programme-cadre pour les projets à caractère sanitaire.

8. L'Equipe intersecrétariats a également estimé que la coordination et la gestion des programmes et projets relatifs à Tchernobyl devraient progressivement passer sous la responsabilité des trois gouvernements intéressés et que, dans cette perspective, des bases de données complètes sur les projets apparentés devaient être mises au point à titre d'appui. En attendant, il pourrait être utile d'inclure au nombre des membres de l'Equipe intersecrétariats des organismes de financement extérieurs et d'exécution appartenant ou non au système des Nations Unies.

III. CONCLUSIONS

9. Compte tenu de l'ordre de priorité défini d'un commun accord par les Gouvernements du Bélarus, de la Fédération de Russie et de l'Ukraine pour les domaines d'assistance, ainsi que des débats connexes de l'Equipe intersecrétariats, l'action doit maintenant être concentrée sur une gamme restreinte de domaines prioritaires parmi lesquels figure la nécessité évidente de prêter attention aux questions sanitaires, en se préoccupant en particulier de la santé des enfants qui grandissent dans l'ombre de la catastrophe; la réadaptation sociopsychologique, dont le besoin continue de se faire cruellement sentir pour redonner confiance à ceux qui doivent rebâtir leur vie et l'avenir de leurs familles; la production de nourriture et de récoltes saines et suffisamment abondantes dans une zone aussi étendue que possible où la productivité agricole puisse être maintenue ou rétablie, ainsi que le relèvement économique, indispensable pour les perspectives de chacun des trois Etats.

10. A cette fin, des projets spécifiques font actuellement l'objet d'une élaboration plus poussée et d'une étude de coûts plus détaillée. On espère que cet appel renouvelé aux Etats Membres et les contributions des organisations intergouvernementales et non gouvernementales permettront d'en assurer le financement. Il est prévu d'approcher les sociétés et entreprises qui seraient disposées à fournir une assistance matérielle ou autre, et des projets d'appels de fonds sont également à l'étude. La concrétisation effective de ces activités dépendra des gouvernements intéressés et, du moins dans l'avenir immédiat, du maintien du rôle de coordination et d'orientation de l'Organisation des Nations Unies.

ANNEXE

Résumé des mesures prises ou proposées a/

I. ORGANISATIONS DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

1. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a fourni des gélules iodées et des appareils à ultrasons pour le traitement des troubles dus à une carence en iode dont souffrent les enfants habitant des zones affectées par la catastrophe de Tchernobyl et a proposé de fournir un appui supplémentaire dans le domaine de la santé infantile, de l'éducation et de l'information.
2. La Commission économique pour l'Europe (CEE) a demandé aux milieux d'affaires et aux organismes publics de contribuer à la mise en oeuvre du Plan concerté d'assistance, à laquelle la CEE pourrait aussi contribuer. On a évoqué, à cet égard, le concours "Sarcophage".
3. L'Organisation internationale du Travail (OIT) a signé un accord avec le Ministère allemand du travail concernant un appui technique aux réformes sociales en Europe orientale. Deux projets pilotes commenceront au Bélarus avant la fin de 1992, dont l'un dans la région affectée par la catastrophe de Tchernobyl. On estime que 30 000 dollars des Etats-Unis seront dépensés pour ces projets en 1992, et des fonds supplémentaires pourront éventuellement être fournis en 1993. L'objectif est de former des animateurs ruraux pour promouvoir la petite entreprise privée produisant des biens et des services pour les marchés locaux. Le Gouvernement du Bélarus s'est engagé à appuyer ces deux projets en fournissant une formation technique et des crédits de démarrage.
4. L'exécution de quelque 30 projets du programme de l'UNESCO pour Tchernobyl a commencé. Il concerne notamment la création de quatre centres pilotes communautaires de réadaptation psychologique destinés à la population affectée, un en Ukraine, deux au Bélarus et un dans la Fédération de Russie. Des plans relatifs à la construction et à l'administration des centres ont été soumis aux autorités compétentes et les travaux commenceront lorsque celles-ci les auront définitivement approuvés. Un coordonnateur à plein temps a été désigné, qui supervisera également la mise en place du Centre international de réadaptation psychologique de Kiev. Ces projets sont financés par des contributions versées à un fonds d'affectation spéciale par le Gouvernement canadien et des organisations non gouvernementales allemandes.
5. L'UNESCO est en train de préparer la création d'une zone de développement économique et social d'environ 300 kilomètres carrés dans la Fédération de Russie, le but étant de fournir des emplois et des logements aux personnes déplacées et d'y organiser des services sociaux et d'enseignement minimum.

a/ Informations concernant les mesures prises ou proposées qui ont été reçues durant ou depuis la réunion qui a eu lieu à Kiev en novembre. Les informations fournies par le Gouvernement ukrainien seront publiées dans l'additif 2 au rapport.

6. L'action de l'OMS s'inscrit principalement dans le cadre du Programme international concernant les effets sur la santé de l'accident de Tchernobyl (PIESAT) qui a été lancé en 1990 et approuvé par une résolution de l'Assemblée mondiale de la santé l'année suivante. Des plans détaillés ont alors été élaborés par des groupes de représentants des trois Républiques de l'URSS qui avaient été affectées, qui ont bénéficié de l'assistance de plusieurs groupes scientifiques consultatifs. L'exécution du PIESAT a commencé en janvier 1992. A la suite de la dissolution de l'URSS, sa structure a été modifiée : un comité de gestion a été constitué, composé de représentants des Ministères de la santé du Bélarus, de la Fédération de Russie et de l'Ukraine, de représentants des pays donateurs et de l'OMS. La première réunion du Comité a eu lieu à Kiev en novembre 1992.

7. Le PIESAT est financé par les contributions volontaires reçues jusqu'ici des Gouvernements du Japon (20 millions de dollars des Etats-Unis) et de la Finlande (40 000 dollars des Etats-Unis) et par d'autres donations, y compris des contributions en nature. Pour le moment, des projets pilotes sont en cours d'exécution dans cinq domaines : troubles de la thyroïde, hématologie, lésions cérébrales intra-utérines, hygiène buccale et registre épidémiologique. Ces projets se poursuivront en 1993 et 1994.

8. Particulièrement préoccupante à l'heure actuelle est l'augmentation soudaine depuis 1990 de l'incidence des cancers de la thyroïde chez les enfants bélarussiens. D'ici à la fin de 1992, le nombre total des cas excédentaires pourrait dépasser 150. L'OMS a axé son action sur ce problème depuis novembre 1991 et elle a à cet égard acheté des appareils à ultrasons et des trousseaux d'immunodiagnostic, effectué des missions pour identifier les besoins et vérifier les diagnostics, et organisé, conjointement avec les autorités bélarussiennes, une conférence internationale sur le sujet.

9. Plusieurs autres projets intéressant la santé sont en cours d'exécution dans la région de Tchernobyl, y compris ceux financés par les sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le Conseil de l'Europe, la Fondation Sasakawa et les Gouvernements allemand, français et néerlandais.

10. L'OMS estime important que le programme PIESAT se poursuive pendant au moins encore 10 à 15 ans afin de pouvoir étudier comme il convient les effets sanitaires à plus long terme, et des fonds supplémentaires seront nécessaires.

11. L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a, en application d'une décision de son dixième Congrès, adhéré à la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire et à la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique. Comme le prévoit la première de ces conventions, des arrangements particuliers ont été conclus entre l'OMM et l'AIEA en vue de l'utilisation du système mondial de télécommunications de l'OMM pour échanger des données radiologiques et météorologiques. Dans le domaine de l'hydrologie, l'OMM a élaboré un manuel sur les aspects hydrologiques de la pollution accidentelle des eaux, dans le but de fournir des indications aux services et autorités hydrologiques sur le rôle qu'elles peuvent jouer pour réduire au minimum l'impact de la pollution accidentelle, notamment par les contaminants émis lors d'un accident nucléaire.

12. L'ONUDI a proposé une enquête industrielle dans les trois pays affectés, dans le but d'élaborer un programme de développement industriel pour atténuer les conséquences de l'accident de Tchernobyl. D'autres projets en attente concernent la création de petites et moyennes entreprises au bénéfice des personnes réinstallées dans les zones affectées, les matériaux préfabriqués pour la construction de logements, et les investissements nécessaires pour la production d'aliments pour bébés.

13. Les conclusions et recommandations du projet international sur Tchernobyl, pour lequel l'AIEA a fait fonction de secrétariat, ont été approuvées par un comité consultatif international en mars 1991 et présentées à une Conférence internationale qui s'est tenue à Vienne au mois de mai de la même année. Des experts de 25 pays et de 7 institutions internationales ont participé à cette conférence et le projet demeure la seule entreprise d'évaluation technique de la situation radiologique dans les Etats affectés qui soit parrainée par l'Organisation des Nations Unies. Bien qu'il soit très fouillé dans les limites du domaine et de l'objectif qui avaient été définis, le rapport a suscité des controverses en raison des nombreuses questions délicates et complexes qui entourent le sujet.

14. Le projet relatif à l'utilisation de produits fixant le césium pour réduire la contamination du lait et de la viande provenant des ruminants a été lancé dans le cadre du projet international sur Tchernobyl, et des contacts ont été établis entre scientifiques et fonctionnaires compétents des Etats affectés et d'Occident. Des expériences contrôlées et des essais à grande échelle sur le terrain, des stages de formation et des transferts de technologie ont été organisés dans les régions affectées et un rapport a été présenté aux Gouvernements du Bélarus, de la Fédération de Russie et de l'Ukraine en juin 1992. Il ressort de ce rapport que du point de vue coût-efficacité l'utilisation de produits fixant le césium est une technique extrêmement intéressante pour réduire la contamination des aliments, et les résultats des essais étaient donc fort encourageants. Ils ont été officiellement acceptés par les trois Gouvernements et des engagements ont été pris pour utiliser cette technique sur une plus grande échelle. Le projet est exécuté par la Division mixte FAO/AIEA et par la Division de la sûreté nucléaire de l'AIEA grâce à des fonds fournis par le Gouvernement norvégien par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies.

15. La FAO et l'AIEA ont établi en commun un projet de rapport intitulé "Agricultural countermeasures following an occidental release of radionuclides into the environment" (Contre-mesures agricoles après l'émission accidentelle de radionucléides dans l'environnement). Ce rapport sera disponible en anglais et en russe en 1993.

16. Dans le cadre du programme et budget de l'AIEA pour 1993 et 1994, un nouveau sous-programme intitulé "Conséquences radiologiques de l'accident de Tchernobyl" a été établi. Si les nouvelles activités de l'AIEA dans ce domaine sont axées avant tout sur la sûreté nucléaire, des activités techniques de suivi sont prévues, en collaboration avec la Commission des Communautés européennes et d'autres organisations, à savoir des rapports techniques sur l'état de la dosimétrie rétrospective des liquidateurs, des personnes ayant été évacuées et autres groupes à haut risque, et sur la protection radiologique dans la zone d'exclusion.

II. ASSISTANCE FOURNIE PAR LES GOUVERNEMENTS ET PROVENANT
D'AUTRES SOURCES

A. Informations fournies par le Gouvernement bélarussien
sur l'assistance provenant d'autres sources que celles
du système des Nations Unies

17. Le Gouvernement autrichien a fait don de 50 millions de schillings autrichiens pour la construction d'un centre onco-hématologique pour enfants, à Minsk, et l'organisation de bienfaisance autrichienne "Hilfswerk" a fait don de 10 millions de schillings autrichiens pour l'achat de techniques et de matériels médicaux destinés au centre.

18. Le Gouvernement des Pays-Bas a fait don de 10 millions de florins pour la création à Gomel d'une polyclinique spécialisée dans les consultations et les diagnostics.

19. La Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a fait don de 3,5 millions de deutsche mark devant servir à l'achat de fournitures et de matériels médicaux.

20. Le Ministère des affaires intérieures du Land de Rhénanie-Westphalie (Allemagne) a fait don de 1,1 million de deutsche mark pour financer l'équipement d'un centre chirurgical pour enfants à Minsk.

21. La fondation Sasakawa (Japon) a fait don de plus d'un million de dollars des Etats-Unis pour l'achat de matériels dosimétriques et médicaux.

22. L'International Organization for Aviation Assistance, dont le siège est à Leipzig (Allemagne), a fait don de 500 000 dollars des Etats-Unis.

23. Le Gouvernement italien a fourni 2 000 tonnes de citrons et 800 tonnes d'huile d'olive d'une valeur totale de plus de 220 millions de roubles.

24. Le Gouvernement américain a envoyé 3 500 tonnes de denrées alimentaires par l'intermédiaire de l'organisation de bienfaisance "Cityhope International", qui a elle-même expédié des fournitures médicales d'une valeur totale de 17 millions de dollars des Etats-Unis.

B. Renseignements communiqués par le Gouvernement
de la Fédération de Russie

25. Durant la première moitié de 1991, le Gouvernement argentin a organisé des séjours de repos et de réadaptation à l'intention d'une quarantaine d'enfants russes.

26. Depuis 1990, la Fondation australienne d'aide aux victimes de Tchernobyl a expédié aux trois Etats touchés cinq envois de vivres, articles de consommation, médicaments, fauteuils roulants et matériel médical représentant au total une valeur de 5 millions de dollars des Etats-Unis. En 1991, l'Association des scouts de l'Etat de Victoria a accueilli environ 150 enfants de districts contaminés du Bélarus, de la Fédération de Russie et de l'Ukraine.

Informations sur les articles reçus par la République du Bélarus dans
 le cadre de l'aide humanitaire internationale au 1er octobre 1992
 (à compter du 1er décembre 1990), (tonnes)

	Total	Ventilation				Expéditions de produits variés	Divers
		Denrées alimentaires	Fournitures médicales	Matériels	Habillement		
République du Bélarus	13 129,9	9 344,9	540,9	243,2	364,2	2 507,8	128,9
Par région :							
Brest	1 382,8	984,8	21,0	61,1	86,8	227,1	2,0
Vitebsk	1 060,5	635,1	68,1	62,3	17,0	246,6	11,4
Gomel	4 223,0	3 355,5	192,9	45,3	83,8	523,0	22,5
Grodno	865,3	552,2	27,6	5,5	81,8	194,5	3,7
Minsk (ville)	2 106,6	1 049,6	107,7	42,0	34,9	838,6	33,8
Minsk (région)	1 347,4	941,5	57,9	22,8	53,7	230,2	51,3
Mogilev	2 144,3	1 326,2	45,7	4,2	6,2	257,8	4,2
Donateurs							
Allemagne	8 110,3	4 829,5	368,6	206,0	290,3	2 294,9	121,0
Argentine	0,2	0,2	-	-	-	-	-
Australie	0,2	-	0,1	0,1	-	-	-
Autriche	310,2	267,8	-	15,6	1,3	24,5	1,0
Belgique	141,6	133,4	0,5	5,1	1,5	1,1	-
Canada	31,5	5,0	25,2	0,7	0,6	-	-
Chine	4,2	4,2	-	-	-	-	-
Chypre	201,9	201,9	-	-	-	-	-
Danemark	9,2	-	3,2	-	6,0	-	-
Espagne	16,0	15,7	-	-	0,3	-	-
Etats-Unis d'Amérique	2 398,5	2 217,2	56,1	10,3	13,0	100,3	1,6
Finlande	2,9	1,2	1,1	0,4	-	-	0,2
France	38,7	7,4	24,1	0,3	0,1	6,8	-
Hongrie	54,7	54,5	0,2	-	-	-	-
Inde	51,9	6,4	45,4	-	-	-	0,1
Israël	1,5	-	1,5	-	-	-	-
Italie	190,7	171,9	2,0	2,4	11,9	0,5	2,0
Japon	10,4	5,8	2,3	1,7	-	0,6	-
Norvège	0,5	0,5	-	-	-	-	-
Pays-Bas	72,0	68,0	2,6	0,2	0,5	0,7	-
Pologne	157,8	72,0	5,1	-	32,9	47,4	0,4
République arabe syrienne	0,1	-	0,1	-	-	-	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	7,3	6,5	0,4	0,2	0,2	-	-
Suède	27,4	21,9	0,3	-	1,5	1,1	2,6
Suisse	36,2	16,8	1,9	0,2	-	17,3	-
Communauté économique européenne	1 199,9	1 199,9	-	-	-	-	-
Particuliers	54,1	37,2	0,2	-	4,1	12,6	-

Dans le cadre de l'aide humanitaire fournie par les pays étrangers, la région de Gomel a reçu 336 500 seringues hypodermiques jetables, la région de Mogilev en a reçu 145 000 et la région de Minsk 440 400.

27. En 1992, la Belgique a accueilli 554 enfants de la Fédération de Russie pour des séjours de repos.

28. Le Gouvernement bulgare a fourni une assistance multiple. En 1992, du matériel destiné à un laboratoire radiologique mobile a été donné à la Fédération de Russie. En 1991-1992, la Fédération pour l'amitié avec les peuples de Russie et de la Communauté d'Etats indépendants a organisé des séjours dans des stations climatiques bulgares à l'intention de 500 enfants de zones touchées au Bélarus et en Ukraine. La société "Farmakhim" a fait un don de médicaments à l'Académie russe des sciences médicales pour le traitement des victimes de Tchernobyl, représentant au total une valeur de 1 million de dollars des Etats-Unis.

29. En 1992, le Gouvernement canadien a organisé des vacances au Canada à l'intention de plusieurs enfants russes.

30. Depuis mars 1990, le peuple cubain a assuré gratuitement le traitement médical et le rétablissement de quelque 2 000 enfants russes souffrant des conséquences de l'accident.

31. Par l'entremise de ses organisations sociales, Chypre organise chaque année des séjours et un traitement à l'intention de groupes de 20 à 25 enfants russes.

32. Sous les auspices d'organisations caritatives et publiques tchécoslovaques, un millier d'enfants de la zone touchée par l'accident de Tchernobyl a effectué chaque année des séjours de repos en Tchécoslovaquie.

33. Sous le patronage du Gouvernement danois, 500 enfants de zones touchées dans la Fédération de Russie ont effectué des séjours de repos et reçu un traitement au Danemark.

34. En 1992, une société finlandaise d'instruments scientifiques a donné un dosimètre tout temps au Laboratoire radiologique mobile international afin de compléter son équipement.

35. Au début de 1990, le Secrétariat d'Etat à la santé et à la politique humanitaire du Gouvernement français a pris des mesures afin de créer un programme d'aide de cinq ans à l'ex-URSS. Les propositions, élaborées à l'issue d'une mission exploratoire dans les zones touchées, envisagent l'allocation d'un montant de 10 millions de francs français sur une période de trois ans. Pour le moment, du matériel d'analyse sanguine a été donné à un centre hématologique de Moscou. Une société privée française a financé et équipé en partie le Laboratoire radiologique mobile international et une autre a donné du matériel pour mesurer la radioactivité des produits alimentaires. Dans le cadre d'opérations telles que "Solidarité avec les enfants de Tchernobyl", des vacances en France ont été organisées à l'intention d'un très grand nombre d'enfants de la zone touchée.

36. En 1991, au titre des efforts du Gouvernement fédéral allemand, 150 000 habitants de la région de Briansk ont été examinés dans le cadre du programme russo-allemand de mesures de Tchernobyl. Au cours de la deuxième

étape de ce programme, les mesures se sont poursuivies et le Gouvernement allemand a donné des véhicules munis d'appareils de mesure et des autocaravanes. En 1992, des vacances ont été organisées en Allemagne à l'intention de 99 enfants de la région de Briansk.

37. Des organisations sociales grecques ont assuré des séjours de repos et de traitement à l'intention de groupes d'une cinquantaine d'enfants de la zone touchée dans la Fédération de Russie.

38. L'assistance fournie par le Gouvernement hongrois vise essentiellement à organiser des vacances pour les enfants de la zone touchée. La Fondation "Héritage de Tchernobyl" a ainsi accueilli jusqu'à présent 310 enfants en Hongrie.

39. Afin d'atténuer les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl, le Gouvernement indien a fourni à la Fédération de Russie une assistance d'une valeur de 100 000 dollars des Etats-Unis qui a permis d'acheter des médicaments.

40. A l'invitation du Gouvernement irlandais, plusieurs groupes d'enfants de la région de Tchernobyl ont passé des vacances en Irlande.

41. Israël a organisé, par l'entremise d'organismes privés, des vacances pour des groupes d'enfants des zones touchées.

42. Le Gouvernement italien a organisé des séjours de repos pour plus de 1 000 enfants des régions touchées en Russie et pour les enfants des personnes qui ont participé à la lutte contre les conséquences de l'accident.

43. En septembre 1991, les Gouvernements du Japon et de l'ex-URSS ont signé un mémorandum prévoyant la réalisation de projets visant à atténuer les effets de la catastrophe de Tchernobyl sur la santé. En décembre 1991, le Gouvernement japonais a adopté un programme d'aide envisageant à cet effet l'affectation de 2,6 milliards de yen par l'entremise de l'Organisation mondiale de la santé (voir le paragraphe 7 plus haut). En outre, de nombreuses personnes de la zone sinistrée ont reçu, par l'intermédiaire de diverses organisations, des dons de médicaments, de matériel médical, de vivres, de vêtements et d'argent provenant d'un certain nombre d'organisations politiques et publiques, de collectivités locales, d'entreprises et de particuliers japonais.

44. En septembre 1992, le Gouvernement de la Jamahiriya arabe libyenne a fait à la Fédération de Russie un don de 1 million de dollars des Etats-Unis. Cette somme a été principalement consacrée aux problèmes concernant les produits laitiers dans les zones contaminées.

45. La fondation néo-zélandaise "Pour les enfants de Tchernobyl" a réuni des fonds pour acheter un lot de 500 kilos de médicaments qui a été envoyé dans la région en décembre 1991.

46. L'aide fournie par le Gouvernement polonais a été essentiellement axée sur les enfants. Des vacances en Pologne ont été organisées à l'intention de 20 000 enfants des zones touchées par l'accident de Tchernobyl, dont 15 000 environ du Bélarus, 2 000 de la Fédération de Russie et 3 000 d'Ukraine. Des sociétés pharmaceutiques polonaises ont fourni, sous forme de médicaments et de vitamines, une assistance humanitaire à des établissements s'occupant d'enfants. En 1992, la Pologne a expédié dans la région de Briansk divers articles destinés aux enfants d'une valeur de plus de 50 000 dollars des Etats-Unis. Le Fonds chrétien pour l'enfance, dont le siège est à Varsovie, a contribué à envoyer à des hôpitaux de la région de Briansk du matériel d'analyse du fonctionnement de la thyroïde chez les nouveau-nés. La société polonaise "Interatominstrument" a participé au coût du matériel destiné au Laboratoire radiologique mobile international.

47. Le Gouvernement de la Fédération de Russie a adopté une décision visant à fournir en 1992 une aide au Bélarus s'élevant à 7 141 millions de roubles.

48. La République arabe syrienne a assuré, par l'entremise d'organismes privés, des vacances à l'intention de groupes d'enfants de la région touchée.

49. La Tunisie a organisé, également par l'intermédiaire d'organismes privés, des vacances dans ce pays à l'intention de groupes d'enfants des districts touchés par l'accident.

50. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord participe, au niveau du Gouvernement et par l'entremise d'organisations sociales, aux efforts de la Communauté européenne et d'autres organismes internationaux visant à surmonter les conséquences de l'accident de Tchernobyl. A l'invitation d'organisations britanniques, des enfants des régions touchées ont effectué un séjour de vacances au Royaume-Uni durant l'été de 1991. Plusieurs entreprises participent à des mesures visant à prévenir et à éliminer les conséquences de catastrophes naturelles et technologiques. Au début de mars 1991, le Président de la Fédération russe pour les situations d'urgence s'est rendu à Londres à l'invitation du Forum nucléaire britannique. Le Royaume-Uni a l'intention de participer au projet visant à créer une "zone de développement économique et social russe" dans le cadre du Programme de l'UNESCO consacré à Tchernobyl.

51. L'assistance fournie par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a pris essentiellement la forme d'une aide humanitaire générale à la Fédération de Russie, dont une partie est envoyée dans les régions touchées par l'accident de Tchernobyl (médicaments et vivres). Cette aide est toutefois assurée en majorité par diverses organisations non gouvernementales et des particuliers. Elle concerne le matériel médical, les médicaments, la formation de personnel, les loisirs et le traitement des enfants. En 1991, l'aide la plus active et la plus importante a été fournie par l'organisation américaine CARE qui a envoyé 109 tonnes de matériel médical. Une assistance a été également assurée par "Operation Provide Hope". Par l'entremise de l'organisation internationale "Hématologistes du monde", une coopération a été organisée avec l'Eglise méthodiste américaine qui a abouti à un don de médicaments et d'équipement d'une valeur de 300 000 dollars des Etats-Unis destiné à

l'Hôpital pédiatrique de Russie et à l'Institut d'hématologie infantile. Des hôpitaux des régions de Briansk et de Toula, en Fédération de Russie, ont reçu des télécopieurs ainsi que des moyens et du matériel technique destinés à la comptabilité, à la planification et à l'analyse des opérations. En 1991, l'Eglise de la Résurrection de Chicago a recueilli une somme de 18 000 dollars des Etats-Unis grâce à laquelle des multivitamines ont été achetées et envoyées à des hôpitaux pédiatriques des régions de Toula, Orel et Briansk. L'organisation américaine "Tchernobyl Aid" a assuré gratuitement l'examen médical d'un enfant à New York et a organisé en août 1991 des vacances en Alaska pour 40 enfants de la région de Briansk.

C. Informations sur l'assistance bilatérale

52. Les activités de recherche sur la radioprotection du Programme de sécurité de la fission nucléaire de la Commission des Communautés européennes participent à une série d'activités de recherche liées à Tchernobyl. Ces activités entrent dans le cadre d'un accord de collaboration internationale visant à faire face aux conséquences de l'accident de Tchernobyl signé le 23 juin 1992 entre la Communauté européenne de l'énergie atomique, représentée par la Commission des Communautés européennes, et le Comité d'Etat de la République du Gélarus en ce qui concerne les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl, le Comité d'Etat de la Fédération de Russie pour ce qui est de la protection sociale et du relèvement des territoires qui ont été sinistrés lors des accidents de la centrale nucléaire de Tchernobyl et d'autres centrales nucléaires, et le Ministère de l'Ukraine pour les affaires de protection de la population des conséquences de l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl.

53. En 1991, il a été lancé cinq projets expérimentaux de collaboration portant sur les questions suivantes : évaluation, par des moyens théoriques et expérimentaux de l'ampleur et de l'importance de la recontamination de l'environnement par des matières radioactives, notamment des particules chaudes; le transfert de radionucléides par les écosystèmes terrestres aux produits agricoles et au bétail; la modélisation et l'étude des mécanismes de transfert de matières radioactives de l'écosystème terrestre aux plans d'eau et leur comportement ultérieur; la mise au point et l'évaluation de stratégies de décontamination pour toute une série de situations écologiques et le comportement des radionucléides dans les écosystèmes naturels et semi-naturels.

54. Deux projets d'étude conjoints ont également été lancés. Il s'agit a) de la mise au point de systèmes informatiques (logiciels) permettant de prévoir les effets radiologiques des accidents aux fins de la prise de décisions lors de situations d'urgence en dehors du site; et b) la mise au point et l'application de méthodes d'établissement des niveaux d'intervention pour l'introduction de contre-mesures en cas d'accident nucléaire. Ces études se sont vu allouer un budget de 2,3 millions d'ECU en 1991, lequel a été porté à 3,9 millions d'ECU en 1992.

55. En 1992, deux projets expérimentaux de collaboration et un projet d'étude conjoint sur les questions de santé ont été mis en route avec un budget initial de 650 000 ECU. Ces études portent sur la dosimétrie biologique,

y compris la cytogénétique; les recherches épidémiologiques, dont l'évaluation et la reconstruction des doses et le traitement des victimes d'accidents.

56. Le Gouvernement danois a versé une contribution de 2 250 000 couronnes danoises au projet relatif à la culture sans risque de pommes de terre dans des sols radioactifs au Bélarus, dans la Fédération de Russie et en Ukraine.

57. Le Gouvernement du Liechtenstein a mis 100 000 francs suisses à la disposition de l'organisation non gouvernementale Caritas dans le but d'aider à atténuer les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl.

58. Depuis 1989, la Croix-Rouge polonaise a fourni aux victimes de Tchernobyl une assistance en nature d'un montant de 1 milliard 55 millions de zlotys. Elle a livré 83,6 tonnes de médicaments, de vivres et autres produits à la région sinistrée. En 1991, la Croix-Rouge polonaise a accueilli 717 enfants pendant les vacances; la valeur des services rendus se montait à 1 milliard 567 millions de zlotys. L'organisation non gouvernementale Caritas-Pologne a accueilli 12 000 enfants en Pologne en 1991 et 4 500 en 1992.

59. Le Gouvernement suédois a jusqu'ici affecté 40 millions de couronnes suédoises au titre de la coopération bilatérale pour la sûreté nucléaire et radiologique (essentiellement pour les améliorations des aspects techniques, des structures et de la sécurité des installations nucléaires dans les Etats baltes) ainsi que 33 millions de couronnes suédoises aux centres internationaux de recherche de Moscou et Kiev à l'intention des techniciens nucléaires.

60. Le 25 mars 1992, le Gouvernement des Emirats arabes unies a apporté une assistance en espèces d'un montant de 70 000 dollars des Etats-Unis pour aider à atténuer les conséquences de l'accident de Tchernobyl.

III. AUTRES CONTRIBUTIONS NON GOUVERNEMENTALES

61. La Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ont lancé en 1990 un programme d'aide humanitaire et de relèvement à Tchernobyl, avec le concours des sociétés de la Croix-Rouge en Allemagne, au Royaume-Uni et en Finlande. En 1991-1992, le programme a permis de fournir six laboratoires itinérants (deux dans chacun des Etats sinistrés), qui devaient aider à établir un diagnostic rapide des problèmes de santé liés aux rayonnements et réduire les pressions psychologiques associées à l'incertitude concernant les retombées de l'accident sur la santé et au bouleversement des conditions de vie. Le programme, qui est administré par les sociétés nationales de la Croix-Rouge du Bélarus, de la Fédération de Russie et de l'Ukraine vise principalement les enfants, les personnes âgées et déplacées de même que le personnel chargé des opérations de décontamination. La Fédération s'efforce de recueillir 880 000 francs suisses pour l'exécution des activités en 1993.

62. La Fondation japonaise Sasakawa a pris des mesures pour atténuer les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl. En février 1990, des représentants de la Fondation se sont rendus à Moscou et ont fait don de

1 million de seringues jetables. A la fin de 1990, la Fondation a adopté un programme quinquennal d'assistance aux trois républiques sinistrées, d'un montant total de 30 millions de dollars des Etats-Unis. Elle a créé cinq antennes de diagnostic itinérantes devant servir aux examens périodiques de la population dans les régions où elle vit. Ces antennes ont été offertes aux centres médicaux dans les zones contaminées.

63. Le Centre international de recherche sur le cancer à Lyon (France) a entrepris des études sur la leucémie, l'épidémiologie et les effets à long terme sur la santé des victimes de la catastrophe de Tchernobyl.

64. L'Université Ben Gurion en Israël a mis en oeuvre un programme de recherche sur les effets des rayonnements sur un échantillon de personnes originaires des zones sinistrées, qui ont émigré en Israël depuis la catastrophe en 1986 (entre 50 000 et 80 000 sur un total de 400 000 émigrants provenant des trois pays sinistrés). On estime qu'entre 600 et 1 000 avaient probablement fait partie du personnel chargé des opérations de décontamination.

IV. APPELS DE FONDS

65. La ville de Tchernobyl, située au centre de la zone d'exclusion contaminée, célébrera son huitième centenaire en 1993. Des entretiens ont eu lieu le 7 novembre avec le Directeur général de l'Association d'Etat ukrainienne Pripyat, organisme chargé des activités de décontamination et de contrôle dans la zone d'exclusion, au sujet de la possibilité d'organiser un concert international de collecte de fonds à Kiev durant l'été 1993. L'Organisation des Nations Unies a été invitée à se joindre au comité chargé de l'organisation de cette manifestation et accepté de jouer un rôle actif. Les fonds recueillis grâce à ce concert serviront à appuyer des projets prioritaires essentiellement en faveur des enfants et du personnel chargé des opérations de décontamination. Il est également envisagé d'organiser en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord d'autres galas de bienfaisance auxquels participeront des artistes des Etats sinistrés.
